

NOIR et ROUGE

cahiers d'études anarchistes révolutionnaires



G.A.A.R.

N & R

CAHIERS D'ETUDES EDITES PAR LES GROUPES
ANARCHISTES D'ACTION REVOLUTIONNAIRE

NUMÉRO 10

-- EDITO.....	p.	I
-- INFORMATIONS.....	p.	IX
-- A PROPOS DE LA REVOLUTION ALGERIENNE.....	p.	XII
-- DE BULGARIE.....	p.	1
-- A QUOI SERT UNE ARMEE.....	p.	4
-- MAJORITE ET MINORITE.....	p.	18
-- L'ECONOMIE ALGERIENNE EST-ELLE VIABLE ?.....	p.	27
-- EST-CE UN " ABUS " ?.....	p.	40
-- SUR LA DEMOCRATIE (Archinov).....	p.	42
-- REVUES MARXISTES ET MARXISME REVU.....	p.	47
-- DANS NOTRE COURRIER.....	p.	57

A T T E N T I O N

Nous signalons que tout envoi d'argent
peut être effectué par chèques postaux à :

LAGANI : 16-682- 17 PARIS

Pour la correspondance :

LAGANI : B.P. 113 PARIS XVIII°

Prière aux publications qui reproduiraient
nos textes d'en mentionner la provenance et
de nous le signaler.

Nous faisons le service régulier de "N. et R."
à toutes les publications que nous recevons.

Les lettres, critiques et suggestions de nos
lecteurs sont toujours les bienvenues et il
est répondu à chacun de nos correspondants.

EDITORIAL

Ce fascisme dont, jour après jour depuis une dizaine d'années et plus précisément depuis la guerre d'Algérie, nous distinguons les symptômes, après avoir miné le gros fromage républicain, a débouché au grand jour, au "grand soir" du 13 mai, à Alger.

Le "18 juillet 36" français tombait le 13 mai 58 et, pas plus qu'en Espagne la république n'avait su appeler le peuple à la lutte, le gouvernement Pflimlin, investi grâce au P.C., ne songea à s'appuyer sur le peuple pour faire que le "fascisme ne passe pas". Députés et ministres républicains avaient plus peur du peuple que du fascisme militaire. Ce peuple français, qui avait accepté la non-intervention dans la guerre d'Espagne, l'a reprise à son compte et n'est pas réellement intervenu pour faire échouer la tentative fasciste.

Pourtant lorsque le 14 mai, Massu cons-

tatant l'échec du coup de force en France déclarait " nous sommes foutus " il ne tenait qu'au peuple de faire, par son action, qu'effectivement " ils soient foutus "... et pour longtemps.

En fait d'action, nous vîmes les mots d'ordre de grève (partielle !), lancés trop tard après bien des hésitations et sans coordination (" Nos " syndicats restant... ce qu'ils sont !), ne pas être suivis et la vie continuer pour la majorité des gens comme si de rien n'était. Il y eut bien, quinze jours après, ce défilé de 250 mille parisiens, mais tous les partis furent d'accord pour en faire une kermesse joyeuse et en anihiler tout esprit de lutte -- " Nous ne sommes pas là pour nous battre mais pour défendre la république " recommandaient les militants du service d'ordre stalinien devant la Bourse du Travail

De Gaulle ayant été placé au centre du terrain, la confusion devint officielle. Les fascistes attendirent, la gauche attendit. Il jeta de la poudre aux yeux dans toutes les directions, parla beaucoup et ne dit rien. Ce que n'avaient pas prévu les " factieux " en voulant leur De Gaulle, c'est que celui-ci plutôt qu'être leur homme, préfère être son homme à lui, De Gaulle.

Les fascistes lui proposait une place de "chef d'équipe", lui préféra se mettre "à son compte".

Les "factieux" se voyaient les maîtres par "viol du peuple" métropolitain. De Gaulle préfère être le maître par séduction, démagogie, "réconciliation nationale".

Le danger fasciste n'en est pas moindre, au contraire. Car si De Gaulle n'est qu'un

dictateur, actuellement accepté par un grand nombre, il compte bien se faire plébisciter, lui, "le libérateur de la Patrie". En rééditant le coup du "vainqueur de Verdun", De Gaulle a en main les atouts propres à la construction d'un fascisme s'affirmant progressivement et ralliant, en les rassurant, bien des gens que Massu effrayait. Et, puisque Pétain avait son Laval, pourquoi De Gaulle ne s'offrirait-il pas pour commencer son Soustelle, ce qui lui permettra toujours, si son coup tardait à réussir, de dérouter le mécontentement populaire sur cette tête d'affiche (et nous sommes polis).

De Gaulle a bien appris la leçon : Il se souvient que Laval fut exécuté et que Pétain mourut de vieillesse, dans son lit.

Il semble bien que le fascisme traditionnel "ne passera pas", doublé qu'il a été par le néo-fascisme gaulliste qu'il nous faudra combattre pied à pied dans nos usines où nous risquons de voir bientôt se manifester les commis-voyageurs de l'association capital-travail (avec ses H.L.M. pour tous, sa voiture populaire, son syndicat "apolitique"...))

Bien sûr, nous dira-t-on, mais votre vision des choses engendre le défaitisme et il n'en faut pas quand les partis ouvriers appellent à la défense de la République ! Ouais ! Seulement si l'on regarde de près le problème est mal posé.

Les partis, qui en l'absence de république, perdent leur raison d'être et leurs employeurs puisqu'ils sont parlementaires, ont évidemment intérêt à demander aux travailleurs de sauver leur république.

Mais la classe ouvrière (dans son sens

le plus large) où est son intérêt ? Bien sûr pas dans la dictature ou le néo-fascisme que tôt ou tard elle sera amenée à combattre. Son intérêt demeure inchangé, même si elle en a momentanément perdu conscience, son intérêt c'est son émancipation en tant que classe, vers le communisme libertaire, par la lutte révolutionnaire des organisations qu'elle se donnera et contrôlera et non en suivant les partis traditionnels qui depuis des années l'aiguillent sur les voies de garage.

La lutte des comités de défense des partis représente incontestablement un obstacle au fascisme. Mais cette lutte n'a pour seul objectif que le rétablissement de la République. Pourtant le vrai combat ouvrier devra renaître, par la force des choses, et ce serait un combat stérile s'il n'accouchait que d'une "République - Pouvoirs spéciaux" ou d'un "Front-Popu-non-intervention."

Si la lutte antifasciste doit être dure, qu'on lui donne un autre enjeu que la république.

Seule la perspective de la Révolution devrait être de nature à relancer la lutte ouvrière.

Bien sûr, la "S.F.I.O." se "durcira", prenant son vent habituel à gauche pour mieux tirer sa bordée à droite. Bien sûr quelques minoritaires socialistes, antifascistes réels tenteront de racheter l'"honneur" du P.S., mais Lacoste et Mollet resteront comme des taches indélébiles sur le plastron de la social-démocratie. Pour le P.C. la chose est différente, il joue une grande partie : Il compte bien récolter tous les fruits du mécontentement que De Gaulle à la longue ne manquera pas de

susciter. Pour cela il se prépare un passé de seul défenseur de la république. Pour cela, pas de fausse note, patte de velours et main retendue " on ne veut pas de démocratie populaire, juste la République, la vraie, avec plusieurs partis...". A la vôtre ! Tout cela représentant l'avantage de dissiper un peu les rancunes qui, depuis Budapest notamment, enfermaient le parti dans un isolement qui n'était pas sans engendrer des tiraillements intérieurs. Evidemment "Unité pour défendre la république contre le fascisme" est un mot d'ordre qui peut trouver écho dans la conscience de certains antifascistes sincères qui regardent pas dans les coulisses et dont la mémoire n'est pas trop nette.

Toutefois le P.C. risque de voir son scénario modifié si l'interdiction des partis était proclamée. Ceci n'est pas probable d'ailleurs et c'est plus la neutralisation du P.C. qui sera tentée. Le P.C. afin d'assurer sa survie légale pourrait être amené à se "neutraliser" lui-même un petit peu. Son attitude le 14 juillet dernier semble confirmer qu'il s'engage dans cette voie, puisque après une campagne d'agitation anti-gaulliste très ferme il n'a donné pour consigne à ses militants que d'organiser des bals populaires sous l'égide des Comités de Défense républicain, de vendre des drapeaux tricolores et d'éviter toute provocation.

La défaite ouvrière est l'oeuvre des ouvriers eux-mêmes.

Comment en sommes-nous arrivés à la situation actuelle ?

C'est ce que se demandent beaucoup de travailleurs sans bien se rendre compte que tout cela n'a été possible que par l'absence de la classe ouvrière dans la lutte et cela non pas à dater du

13 mai mais depuis bien avant.

Bien sûr le coup de force a trouvé son support dans le climat psychologique créé dans la population européenne d'Algérie par la durée d'une guerre qu'aucun gouvernement ne cherchait vraiment à conclure.

Cette guerre, comme celle du Vietnam, comme la répression à Madagascar et en Afrique, n'a été rendus possible que par la non-intervention ouvrière alors que les exploiteurs des peuples colonisés sont bien les mêmes que ceux de la classe ouvrière "métropolitaine".

Car il faut reconnaître qu'en vingt ans la classe ouvrière n'a fait que gaspiller l'héritage de la génération passée, n'a fait que reculer par rapport au Capital et à l'Etat. Nous avons accepté de "savoir terminer une grève" en 1936 (P.C.); de "Retourner les manches" et de considérer que "la grève c'est l'arme des trusts" en 1945 (P.C.)

Nous avons accepté la scission syndicale pour avoir laissé enterrer les "40 heures" écrasées sous le poids des heures supplémentaires destinées à régler des traites de frigidaire ou télévision. Nous nous sommes éreintés dans les stériles grèves tournantes nous avons accepté de nous battre pour la superhierarchy des salaires. Nous avons accepté les guerres et les répressions, nous avons laissé les "rappelés et disponibles" lutter seuls contre la guerre d'Algérie. Nous avons accepté Lacoste (S.F.I.O.), les tortures faites en notre nom....

Le 13 mai n'a pu être construit que sur cette suite de renoncements ouvriers.

Pourtant le 13 mai pouvait être le signe d'un renouveau ouvrier, d'un refus à partir du-

quel la classe ouvrière reprenant conscience aurait pu commencer à reconstituer après une grève générale insurrectionnelle qui aurait balayé, colonels, fascistes, état d'urgence et guerre d'Algérie et au cours de laquelle les ouvriers créant leurs conseils révolutionnaires et gestionnaires se seraient enfin engagés dans la voie de leur émancipation collective.

Mais, si la gorge nous serrait de honte au matin du 14 mai, le lendemain du coup d'Etat, quand nous constatons que l'"ordre régnait", que les trains roulaient, que pas un ouvrier ne manquait à son poste de travail, que l'on continuait à préparer les vacances et à discuter du "Giro" cycliste d'Italie, c'est que l'étincelle du 13 mai n'avait pas été assez forte pour provoquer une de ces ripostes spontanées de masse dont l'histoire a prouvé que la classe ouvrière est capable lorsqu'elle se sent attaquée.

pas

Mais elle ne s'est sentie attaquée pour la simple raison que de reculade en reculade la classe, si elle est une réalité économique, n'existe plus en tant que conscience politique. L'individualisme bourgeois ayant fleuri de la démoralisation et de la division syndicales, beaucoup de travailleurs ont cessé de sentir leur sort lié à celui de leur communauté économique. C'est donc par les solutions individuelles qu'ils ont tenté de pallier l'injustice sociale dont ils sont les victimes. Mais c'est collectivement que la classe ouvrière est attaquée par le fascisme montant, c'est contre elle que De Gaulle bloque les salaires, pour ses ennemis que Pinay assure qu'il n'y aura jamais d'impôt sur le capital.

Il se peut que pendant quelques temps encore la démagogie gaulliste n'apparaisse pas

clairement aux ouvriers, mais au fur et à mesure que se durcira le Pouvoir, ils ne pourront manquer de retrouver la conscience d'appartenir à une communauté du sort de laquelle dépend leur avenir personnel. Et De Gaulle, bien involontairement, pourrait être le point de départ d'une réunification psychologique de la classe ouvrière, préalable indispensable à la contre-attaque populaire.

Une grande organisation anarchiste-communiste avec de profondes racines ouvrières pourrait être l'outil de ce renouveau. Elle seule contribuerait à hâter la reprise de confiance des ouvriers dans leur force d'émancipation, loin du fascisme, de l'exploitation capitaliste et du mythe de l'Etat prétendu ouvrier.

. N O I R E T R O U G E .

INFORMATIONS

Il est bien certain, que malgré toutes les prévisions, suppositions et analyses, les anarchistes se sont trouvés surpris, comme tout le monde, par les événements du 13 mai. Non pas par l'évènement lui-même (celui-ci était aisément prévisible et la "gauche" en général s'attendait à un coup de force fasciste à plus ou moins brève échéance) mais par la soudaineté, la précipitation.

Pour notre part, aux G.A.A.R., nous nous préparions à "sortir" précisément ce n° 10 de nos cahiers. Le général Massu nous a, fort inopportunément à notre goût, obligés à remettre à plus tard la confection desdits cahiers, ayant d'autres tâches plus urgentes à accomplir. C'est ainsi que le 16 mai nous tirions un tract appelant à la grève générale, seul mot d'ordre nous paraissant logique à ce moment-là. Il n'est que de constater la réaction des gars de Loire-Atlantique, débrayant massivement au lendemain du coup d'Alger, pour voir ce qu'il y avait à faire. Mais déjà, la "gauche" s'occupait surtout de "défendre la République", les accouplements repartaient de plus belle, et il était bien question de grève générale !

Pour en revenir au plan proprement anarchis-

te, nous prenions l'initiative de réunir le Comité de Coordination Libertaire (C.C.L.) groupant : Les Jeunes Libertaires, la C.N.T la Fédération Anarchiste et les Groupes Anarchistes d'Action Révolutionnaire. D'autres groupements et individualités également invités à participer au C.C.L. se récusèrent sous divers prétextes. Le comité se réunit depuis les événements, une fois par semaine, confronte les différents points de vue de l'anarchisme sur la situation et essaie de dégager une position commune en vue d'exprimer celle-ci par affiches, tracts, ou toute autre forme de propagande. Il est bien évident que si les G.A.A.R. se sont trouvés en opposition formelle avec la F.A. quand le représentant de celle-ci dans un souci irréfléchi d'"efficacité" engageait le nom de l'organisation dans un "Comité de Liaison et de Défense des Libertés Démocratiques" (C.L.D.L.D.) groupant plusieurs partis bourgeois comme les Radicaux, la S.F.I.O. avec des organisations ouvrières comme l'U.G.S., le P.C.I. au nom de "VIVE LA REPUBLIQUE", nous nous sommes par contre retrouvés pleinement d'accord pour ultérieurement sortir un tract imprimé dénonçant le danger gaulliste, en commun avec la même F.A., dont la majorité venait de comprendre l'erreur d'adhérer au C.L.D.L.D. et rejetait cette position.

Ceci ne nous empêchait pas, par ailleurs, de participer à un regroupement extra-anarchiste mais regroupant uniquement des organisations ou individualités révolutionnaires. Ce groupement, suscité par la F.A. et les Protskystes, prit pour nom : Comité d'Action Révolutionnaire (C.A.R.) et réunit : le Parti Communiste Internationaliste, la Fédération Anarchiste Française, le syndicat Charpente-Fer C.G.F. de la région parisienne, les Jeunes Libertaires, le groupe Pouvoir Ou-

vrier, etc... En plus des tracts édités par le C.A.R. collés et distribués, nos militants participèrent au défilé Nation-République du 28 mai à Paris. Au cours de cette manifestation éminemment républicaine, le C.A.R. et les Auberges de la Jeunesse firent le maximum pour remplacer la "Marseillaise" par " l'Internationale" et pour substituer au cri de "VIVE LA REPUBLIQUE" les : "FUSILLES LES GÉNÉRAUX", "A BAS L'ARMÉE", "PARAS = S.S." au grand déplaisir des staliniens et socialistes de service...

En province, nos camarades du Nord, du Centre et du Midi ont édité affichettes, tracts, participant aux manifestations et aux comités locaux. A Lyon même un de nos militants a été matraqué au cours d'une importante bagarre antipoujadiste.

Nous avons transmis ces quelques informations, inhabituelles à nos cahiers, non seulement pour donner un bref aperçu de ce que nous faisons par ailleurs, mais aussi pour indiquer et nous réjouir du regroupement anarchiste effectué au sein du Comité de Coordination ainsi que des possibilités révolutionnaires offertes par le C.A.R.

Le GROUPE DE LIAISON.

A PROPOS DE LA REVOLUTION ALGERIENNE

Il existe des problèmes essentiels dont on ne peut parler aussi souvent que l'on voudrait, car il est vain de prétendre les résoudre uniquement par la plume (cela est tellement facile) alors que des actes autrement concrets seraient la seule contribution logique à leur résolution : tel est le cas du problème algérien. Là-dessus, nous aurions pu écrire, aussi, de belles pages vertueuses, indiquant à la Résistance algérienne ce qu'elle avait à faire pour éviter ceci ou cela, donnant des directives précises pour l'établissement d'une société libertaire après la liquidation du colonialisme français, etc... Nous aurions eu ainsi l'impression de "faire quelque chose" alors que les Algériens pensent, eux, que les seules attitudes valables sont, soit de collaborer étroitement avec leurs résistants en France, soit de prendre un fusil et d'aller rejoindre

les maquis d'Algérie, en réservant les critiques pour après la guerre.

Comme nous n'adoptons toutefois pas ces attitudes, en raison des divergences qui nous séparent effectivement, en tant qu'anarchistes, de certains aspects de la Résistance nationale algérienne, nous avons donc assez peu traité de la question d'Algérie dans nos cahiers. voir "N. et R." N° 7-8; consacré au nationalisme, nous limitant à quelques études d'ordre politique et géographique.

Ce qui ne signifie pas pour autant que nous soyons d'accord avec certaines tendances au sein du mouvement anarchiste, où, sous prétexte des divergences d'ordre idéologique dont nous parlions plus haut (conception, esprit et objectifs de la lutte nationale, rôle de l'Etat dans la nation algérienne, entre autres) on se complait dans une attitude équivoque de "balance" renvoyant dos à dos les deux parties et aboutissant à un soutien objectif de la "présence française" en Algérie. Si nous faisons peu, ou rien, pour la résolution du conflit, nous ne pouvons néanmoins accepter, et actuellement moins qu'à tout autre moment, de telles positions. Tout en refusant le nationalisme comme l'impérialisme, on ne peut confondre sciemment l'exploiteur et l'exploité, l'opresseur et l'opprimé. Pour nous, les ANARCHISTES NE PEUVENT QU'ETRE PARTISANS CONVAINCUS DE LA DESTRUCTION DU COLONIALISME FRANCAIS EN ALGERIE. Sans réclamer de "fusil d'honneur" et sans être partisans de la boucherie pour cela, nous ne pouvons être moralement qu'avec le peuple algérien combattant, avant son indépendance pour SA VIE purement et simplement.

Si nous en sommes brièvement, revenus à parler de ce problème, c'est que nous pensons qu'à l'heure où la folie militariste et le racisme anti-"blanc" sont en plein déchainement, même une simple position de principe peut et doit être réaffirmée. Ne serait-ce que pour nous délimiter.

Les GROUPES ANARCHISTES D'ACTION
REVOLUTIONNAIRES.

DE BULGARIE...

L'opinion publique occidentale est extrêmement blasée et réticente vis à vis des événements et nouvelles qui nous parviennent des pays d'au delà du "rideau de fer". Il n'y a que les discours des dirigeants du Parti (quand ce n'est pas les toilettes de leurs consortes) ou des révolutions sanglantes qui puissent être dignes des colonnes de la presse du "monde libre".

Et il faut constater avec amertume que les publications anarchistes ne font pas toujours exception à cette règle. Car on voudrait savoir quels sont les journaux anarchistes qui ont signalé à leurs lecteurs les deux circulaires, les deux cris d'alarme lancés par nos camarades Bulgares en exil. La première circulaire est signée par "L'Union des Anarchistes Bulgares en Exil": C'est une tentative de soulever une campagne de protestations contre le meurtre du vieux militant anarchiste et syndicaliste Manol VASEV en prison, à la veille de sa mise en liberté. Nos camarades bulgares invitent toutes les organisations libertaires à envoyer des lettres de protestations au ministre Anton YOGOV, Prési-

dent du Conseil à SOFIA, ainsi que des lettres de sympathie et d'encouragement à la famille de Manol VASSEV à HASKOVO (Bulgarie).

La seconde circulaire est signée par un "groupe d'intellectuels et ouvriers bulgares en exil". C'est une "protestation contre la création de camps de concentration pour enfants en Bulgaire". Nous en reproduisons plus bas quelques passages qui, à notre avis, se passent de tout commentaire.

"De nouvelles mesures draconiennes viennent d'être prises par les autorités bulgares. Une loi vient d'être votée contre la "houliganchtina" (voyous) et l'enfance délinquante. Elle s'est traduite par la création de camps de concentration pour enfants de 7 à 18 ans (qu'ils appellent cyniquement "écoles de rééducation par le travail").

Le prétexte pour l'adoption de cette loi a été l'assassinat obscur et peut-être prévu d'un secrétaire de Parti : Haralampi Zdravkov par deux jeune gens : Dimo Tzvetkov - 18 ans - et Assen Mitrev, qui s'est produit à SOFIA, le 21 Décembre 1957 dans le tramway N°2. Le 5/ 2/1958, les assassins ont été condamnés à la peine capitale par fusillade sans avoir eu le droit de plaider leur cause ou faire appel. Selon la presse officielle communiste, voici les causes qui sont à l'origine des crimes de ce genre. "L'apparition chez nous de la "houliganchtina" est essentiellement due à la paresse dans certains milieux, à une éducation communiste insuffisante, à l'héritage capitaliste qui pèse sur le présent et enfin à l'influence de la "culture" dite occidentale avec tous ses aspects décadents..."

"...La "houliganchtina" est l'arrière-garde de la bourgeoisie brisée. Ce sont de mauvaises graines venues d'autres pays et d'autres contrées et avant tout de la "démocratie" occidentale dégénérée, où la houligantchina, le gangsterisme et l'enfance délinquante ne se manifestent que trop fréquemment..."

"...Il y a également des causes qui nous sont spécifiques : le manque de mesures énergiques de la part de notre société, de nos organisations sociales, de notre milice et surtout le manque d'institutions pour lutter d'une manière énergique, rationnelle, systématique et pendant longtemps contre les agissements de jeunes gens qui se sont détournés de la bonne voie..."

Après l'explication de ces faits, la question suivante se pose inévitablement : Comment les bacilles de culture occidentale "décadente et dégénérée" ont-ils pu pénétrer, quand tout le monde sait que depuis 14 ans la Bulgarie reste hermétiquement fermée à toute influence étrangère, soit à celle de l'Union Soviétique et des "démocraties populaires" ?

PIERRE

A quoi sert UNE ARMÉE

Par ces temps de difficultés financières, certains vont disant que l'armée est un lourd fardeau pour l'Etat, que son entretien coûte cher, qu'enfin les affaires iraient mieux sans ce luxe inutile.

Ceux qui disent cela sont des naïfs. L'armée est au contraire indispensable à l'Etat comme aux Affaires. D'abord, direz-vous, elle doit sous couvert de défense nationale pouvoir attaquer les autres, de préférence les plus faibles (impérialisme colonial) pour leur prendre leurs terres, leurs ressources, leurs biens et leurs hommes. Oui certes cela est important, mais quand même pour la plupart des Etats, l'armée ne peut qu'exceptionnellement accomplir cette fonction à laquelle elle est théoriquement destinée. Ce rôle extérieur de l'armée n'est au fond que secondaire et accessoire comparé à son rôle intérieur qui, lui, est primordial. Sans remplir au préalable cette mission interne l'armée ne pourrait même songer à l'autre.

La nécessité d'une armée est aisée à démontrer sur

un triple plan: psychologique, politico-social, économique.

NECESSITE PSYCHOLOGIQUE

Le mythe de la guerre toujours menaçante est indispensable pour créer et maintenir ce complexe sans lequel aucun Etat, aucune nation ne serait concevable. Le sentiment de la patrie en danger, de la ville assiégée, du pays encerclé, de l'ennemi héréditaire est le seul qui puisse susciter une solidarité collective entre exploités et exploités, opprimés et oppresseurs d'un même territoire. L'armée doit donc symboliser cette union entre dirigeants et dirigés. Le premier soin de propager cette vision est confié à l'instituteur. L'instituteur marquant l'esprit des jeunes enfants de son "tu seras soldat" prépare la voie au sous-off qui lui dira "tu es soldat". Instruction Publique et Service Militaire ont une tâche indissolublement liée : faire des soldats avant des citoyens. Malgré les positions "de gauche" de la plupart d'entre eux, les instituteurs laïques français inculquent comme les autres le patriotisme et l'impérialisme. Sans cela les jeunes n'accepteraient pas aussi facilement d'aller combattre en Afrique du Nord et l'opinion mettrait certainement moins d'années avant de comprendre que l'Algérie n'est pas la France. Seulement les braves instituteurs sont les premiers piliers du culte patriotard et les meilleurs propagateurs du cliché colonialisme égal de la philanthropie. L'institution du Service Militaire Obligatoire permet de prendre bien en main le peuple. Sous le prétexte de servir son pays, on

peut imprimer à la population, dès son enfance, des réflexes conditionnés, qui, au nom du pays, lui feront commettre ou admettre les actes les plus insensés, les plus criminels. Sans aucun contrôle ni contrepartie, chacun acceptera le sort qui lui est fait ; les mâles celui d'assassin réglementaire et les femmes celui de complice.

La conscience d'avoir été mêlé à des actions moralement inexcusables ou énormément absurdes est soigneusement entretenue suscitant cette culpabilité collective vis à vis des guerres passées ou présentes, qui est le meilleur agglutinant social trouvé par l'Etat. (et peut-être le seul ?)

La guerre pour ceux qui en reviennent prend un aspect d'aventure, de voyage, de vacances. Ceux qui sont morts n'apportent pas la contradiction et guère plus les mutilés. Avec ou sans guerre le service militaire revêt aux yeux de beaucoup l'importance des rites d'initiation par lesquels, dans les sociétés antiques ou primitives, l'adolescent devient homme. Le pinard, le tabac, les cartes, la vérole, la bagarre, assaisonnés d'arrogance ou de grossièreté, voilà qui rend "viril". Pour de nombreux ouvriers ou paysans la transplantation dans une ville lointaine sera parée, enluminée, plus tard dans la monotonie de leur vie, d'une nostalgie du "bon temps". Les filles, les copains, l'oisiveté de la vie de garnison, effaceront les mauvais souvenirs du ju-teux, de la fatigue harassante et de la soumission de tous les instants.

Pendant des siècles, le soldat demeura un être méprisé, rejeté par la Société. Dans de nombreuses langues depuis le chinois jusqu'au français, les termes soldat et brigand furent synonymes. La gent militaire était composée de la noblesse parasite plus une masse de dévoyés, condamnés, gens sans aloi ramassés un peu partout, incapables de travailler et vivant de la solde, à laquelle pouvait occasionnellement s'ajouter le butin, fruit du pillage. Les armées étaient unanimement haïes et comme des fléaux.

Depuis la Révolution Française tous les jeunes doivent en cas de guerre prendre leur part de meurtres, tortures, viols, vols et pillages, et, en cas de paix, mener la vie civile et avilissante des casernes. Toute femme doit accepter de vivre avec d'ex-soudards honteux ou plastronnants.

"L'Armée c'est l'école du crime" disait Anatole France. En fait, l'existence de l'armée entraîne dans une grande partie de la population l'accoutumance à l'ordure, à l'obéissance, à la servilité, à la paresse physique et mentale, à la crainte de l'autorité, à l'acceptation du régime établi. Enfin l'armée permet à tout ce que les tempéraments recèlent de sadisme latent, de cruauté et de despotisme de se révéler et de s'épanouir pleinement. La libération des instincts qui sommeillent chez chaque "civilisé" comme chez les autres est à mettre à l'actif du système militaire, fournissant les occasions de défoulement les plus multiples.

Le régime hitlérien, qui fut le plus parfait des militarismes, a montré comment pouvaient éclore, en grand nombre, les vocations de tortionnaires les plus bestiaux ou les plus "savants". Un nombre incroyable de braves gens, de bons pères de famille, de jeunes hommes bien élevés, se révèle rapidement de besogneux praticiens de toutes les tortures morales ou physiques. L'Etat pour reffermir son assise tend à rendre la plus grande masse complice de ses crimes.

NECESSITE POLITICO-SOCIALE

Le Service Militaire Obligatoire a pour premier effet de soustraire à la vie civile, donc à l'agitation sociale, politique et révolutionnaire, les jeunes à l'âge où précisément ils peuvent être les plus disponibles, les plus combattifs, les plus forts. Non seulement le Service Militaire les retire du circuit précisément au moment où ils seraient les plus dangereux, mais vise ensuite à anihiler définitivement leur potentiel révolutionnaire. Avec tous les procédés employés pour briser la personnalité et supprimer toute volonté de liberté l'Armée est une entreprise relativement efficace de destruction psychologique durable, et le conscrit en sort amoindri pour longtemps. Autant de perdu, le temps de récupérer, de retourner à la lutte de classe. Ce n'est pas tant le baratin patriotard qui puisse l'entamer que l'abrutissement méthodique par la routine du service.

Enfin le mécanisme militaire lentement mis au point n'a pas pour effet, seulement, par une expérience séculaire d'affaiblir le camp de la Révolution mais de renforcer celui de la répression, car ce qui est soustrait au peuple est utilisé par le pouvoir. C'est ce qu'exprimait TALLEYRAND avec son parfait cynisme: "Faire garder les pauvres en bourgeois par les pauvres en uniforme; voilà le secret de la tyrannie et le problème du gouvernement". L'armée permanente constitue plus qu'un outil de politique étrangère, avant tout une réserve de Police. C'est pour cela que, après chaque guerre, les vaincus ne sont jamais complètement démilitarisés. Témoin : les "Alliés" dictèrent à l'Allemagne le Traité de Versailles en 1919, qui lui donna la Reichswehr, armée ouvertement reconnue comme inutilisable à l'extérieur, mais destinée à protéger la classe dirigeante contre le peuple allemand. Cet exemple flagrant se répète après chaque armistice. Et dans ce cas précis, Foch armant le bras du "socialiste" Noske ne faisait que rendre à la bourgeoisie allemande le service prêté par Bismark à Thiers en restituant en toute hâte les prisonniers français pour constituer l'armée versaillaise contre la Commune de PARIS.

La raison donnée pour le réarmement actuel de l'Allemagne, de ne pas laisser au cœur de l'Europe un "vide militaire" doit s'entendre de plusieurs façons ; il y a peut-être le souci de créer quelques divisions de plus contre les Russes, quoi que ce genre d'obstacle soit un peu périmé, mais il y a aussi, sans aucun doute, la volonté de faire cesser un scandale.

Le scandale d'un grand pays moderne sans armée, où, plus, le souvenir de l'armée était devenu un objet de dérision pour le peuple, où la jeunesse était gagnée par un antimilitarisme radical que ne pouvait limiter aucune borne légale. Un peuple et une jeunesse qui ne pouvaient être encadrés, circonvenus, intimidés, d'aucune façon. Il fallait que ce foyer d'infection soit supprimé. Il le fut d'abord à l'Est puis à l'Ouest.

De temps immémoriaux, Police et Armée furent interchangeable. De gens d'arme (Armée) à gendarme (Police) il n'y a pas de distance. Dès que la Police régulière est débordée, le pouvoir dispose de l'Armée. A-t-on besoin d'établir un cordon pour cerner une prison révoltée ? de jaunes pour remplacer des cheminots, des boueurs en grève ? - L'Armée est là - l'Armée, rempart de la classe dirigeante contre le peuple, sert aussi par les hécatombes des guerres modernes, à détruire physiquement (et non plus, seulement, moralement) un grand nombre de travailleurs dont l'Etat et le Capital serait bien embarrassé. Mais la menace de l'armée ne s'étend pas qu'aux hommes sous l'uniforme, retranchés de la vie sociale et économique, dans un pays démocratique, elle permet, à volonté, de soustraire de la démocratie les autres catégories de citoyens.

Tous les mobilisables dépendent du bureau de recrutement, même, lorsqu'ils ne sont pas "sous les drapeaux", et peuvent être rappelés ou mobilisés. Certains gouvernements (Clémenceau, Briand) essayèrent ainsi de mobiliser les grévistes à leur travail. En outre, tout le monde, même non mobilisable, est passible des tribunaux

militaires, c'est-à-dire, d'une juridiction d'exception n'offrant pas les dernières garanties de la justice bourgeoise. Il suffit pour cela d'être inculpé de toute une catégorie de délits "spéciaux" - (atteinte au moral de l'armée, à l'intégrité, à la sûreté du territoire ...) -

Enfin, l'armée sert de prétexte à l'entrée en vigueur de législation d'exception

pouvant temporairement frapper l'ensemble de la population d'une région ou de l'Etat. La Justice et le Droit, malgré leur caractère de classe, sont alors considérés comme trop cléments et suspendus. La protection civile cède le pas à l'administration militaire. Ce sont les régimes de la Loi Martiale, et de l'Etat de Siège (et de "L'Etat d'Urgence" actuel en Algérie).

Administration et Justice militaires, tout en restant au second plan en période normale, sont en permanence l'incarnation de l'Etat. Leur étai se serre ou se desserre sur toute la population au grès des gouvernements.

L'Armée est donc perpétuellement à pied d'oeuvre pour façonner la société dans un style fasciste et c'est là, le sens le plus profond de son existence.

Dans de nombreux Etats (et pas seulement en Amérique latine) l'Armée n'a jamais combattu à l'extérieur mais toujours à l'intérieur. Et les seuls "hauts faits" de l'Armée Espagnole ont depuis plus d'un siècle été il-

lustrés dans le sang du peuple espagnol. En Argentine, Mexique, Brésil, il en fut de même. Depuis que le Panama, à l'imitation de Costa Rica, supprima l'Armée, le rôle de premier plan dans l'Etat, revint tout naturellement au Chef de la Police, montrant une fois de plus que Police et Armée sont deux formes d'une même institution.

Comme toutes les institutions et corps sociaux fortement hiérarchisés et structurés (Eglise, Parti, etc...) l'Armée bien qu'initialement au service de l'Etat tend à la prééminence. S'emparer de l'Etat, se l'identifier ou le subjuguier est le but de toute Armée. La rivalité entre caste militaire et caste politicienne (ou sacerdotale) est millénaire. La caste des militaires d'origine aristocratique et plébéienne passe toujours par trois phases successives de conscience politique ;

- d'abord un dévouement à l'Etat
"Servir",
- puis la conscience qu'elle incarne des intérêts différents de ceux de l'Etat, "supérieurs"
bien sûr,
- Enfin la nécessité de dominer l'Etat, passant de la subordination à l'autonomie et à la domination.

La tentation de la dictature militaire ou césarisme est inévitable en France ; Bonapartisme, Boulangisme, Pétainisme, Gaullisme. Dans le passé encore proche, l'Allemagne et le Japon donnèrent des exemples de caste militaire particulièrement envahissante. Tito

ou Nasser représentent aussi le même phénomène social, Toukhatché vsky ou Joukov étaient peut-être près, eux aussi, de réüssir. Aux U.S.A. la dictature militaire est, de nos jours, parfaitement concevable : l'échec de Mac Arthur est celui d'un homme non d'un système, et seule la rivalité Armée - Marine handicape la course (comme elle l'a stoppée en Argentine et au Brésil).

Les chances croissantes d'autonomie et de dynamisme de l'Armée sont imputables notamment au caractère équivoque de sa situation de classe, à mesure que son recrutement devient plus démocratique. L'Armée peut toujours espérer et recueillir souvent l'appui des mouvements de gauche. La gauche a toujours eu l'illusion de pouvoir tourner le Capital (sur lequel elle n'a pas de prise) par l'Armée (où elle s'introduit). Le peuple peut se reconnaître beaucoup plus facilement dans l'armée car il a le sentiment d'en former la substance alors qu'il pénètre moins dans la caste politicienne et pas du tout dans la caste capitaliste.

On voit par là, comment l'Armée peut dépasser l'Etat bourgeois et même le capitalisme privé.

NECESSITE ECONOMIQUE

La guerre, et sa préparation permanente, est le premier phénomène régulateur de l'économie temporaire. Elle permet de retirer à volonté du marché une masse de jeunes travailleurs dont on pourrait craindre le chômage.

Elle offre des débouchés étendus et peu délicats à TOUS les secteurs de production et en TOUS temps (guerre active ou préparée).

L'industrie lourde ne vit, en plus grande partie, que par l'existence de l'Armée (Armes, constructions navales et aéronautiques).

L'industrie automobile y trouve un appoint notable (tanks...) de même que l'industrie des constructions mécaniques et de l'appareillage électrique (équipement des transmissions, armes savantes...)

L'industrie chimique fournit les explosifs à partir des mêmes usines qui font les engrais.

L'industrie textile les uniformes, parachutes ...

L'industrie du bâtiment et des travaux publics construit les bases, les lignes de défense, les voies stratégiques.

Celle des transports véhicule par air, terre ou mer les troupes et les fournitures.

Les industries alimentaires fournissent à l'intendance des quantités de vivres (conserves...)

Enfin, il n'est pas jusqu'à l'Agriculture qui ne trouve dans l'armée l'exutoire à ses récoltes excédentaires (haricots, vin ...)

Quant à la recherche scientifique, ses laboratoires sont accaparés par la guerre et de nombreux domaines où les recherches sont les plus coûteuses (atomique, sidéral ou transport à réaction) sont réservés avant tout, à des fins stériles.

On voit, comment, l'armée, loin d'être un fardeau est une vache à lait pour le capitalisme. Le plus clair des crédits militaires équivaut en somme à des subventions de l'Etat au Capital. Subventions reçues en échange de produits qui n'encombreront pas le marché, et selon des contrats de longue durée, sans grand contrôle de qualité ni concurrence. Etre fournisseur de l'Armée est pour de nombreux producteurs une solide assurance.

Comme ces producteurs se retrouvent dans toutes les branches d'activité et que les stades inférieurs de transformation en sont tributaires, ce sont, par répercussion, des pans entiers de l'économie qui reposent sur la guerre.

Ce fait n'est pas nouveau et dans la France Napoléonienne comme l'Allemagne wilhelmienne les fournisseurs des armées étaient au cœur de l'expansion industrielle. Mais la guerre de 14-18 a eu pour conséquence de généraliser cet état de fait à toutes les grandes puissances et de le rendre permanent.

L'économie de guerre n'a fait que brièvement place à partir de 1919 à l'économie de reconstruction (conséquence de l'activité militaire). Mais depuis la grande crise de 1929-30, les grands pays capitalistes sont tous tournés vers l'économie de préparation de guerre qui porta ses fruits en 1939 ; 6 ans d'économie de guerre exclusive. Puis, économie de reconstruction en Europe et une brève "reconversion" pacifique aux U.S.A. faisant vite place à la guerre froide (Pacte Atlantique) et enfin pour vaincre la récession de 1949, une économie de guerre caractérisée (prétexte la guerre de Corée 1950-53) avec

une timide détente à partir de 1953 (Mort de Staline - Pan Mun Jon) 1954 (conférences de Genève).

Chaque Etat offre des variantes à ce schéma général du rythme du développement du capitalisme mondial en l'aggravant souvent.

Ainsi la France vit en économie de guerre ininterrompue depuis plus de 20 ans : Préparation de guerre dès le Front Populaire, guerre de 39-40, mise au service de l'Allemagne de

toute l'industrie française de 1940 à 1941, guerre de "Libération" et reconstruction, essai de reconquête de l'Indochine 1946-1954, guerre d'Algérie depuis 1954. Si cette dernière se termine, ce sera vraisemblablement pour commencer celles du Cameroun, de Madagascar ou du Sénégal.

Et le Capital français ne s'est jamais si bien porté ...Et si l'Etat boucle mal son budget on aura recours à l'inflation dont les salaires seuls font les frais.

o

o o

La GUERRE, poumon d'acier de l'économie capitaliste, a un rôle moteur non négligeable en économie bureaucratique de transition (hitlérisme) ou économie bureaucratique totale (stalinienne). L'équipement de l'Armée est le prétexte élémentaire pour favoriser l'industrie lourde et ses é-

normes investissements contrôlés par l'Etat aux dépens de la production des biens de consommation. Le dilemme "du beurre et des canons" inventé par les nazis est toujours repris par Khrouchtchiov pour faire prendre patience au peuple. Il sert à justifier l'énorme part de consommation prélevée par l'appareil bureaucratique de l'Etat, du Parti, de l'Armée, de la Police et des Trusts.

L'Armée est, là-bas aussi et dans les démocraties populaires, un corps privilégié, une caste nouvelle vouée au maintien de l'Ordre dans toute la zone de l'U.R.S.S. et du glacis. En outre, l'Armée y joue le même rôle politique et psychologique qu'ici : celui de rendre l'Etat plus parfaitement totalitaire en faisant régner :

- la peur du supérieur
- l'ignorance de l'étranger
- la présomption vaine du patriotisme hâbleur
- le fanatisme mystique et disciplinaire et l'abrutissement collectif méthodique

sans lesquels aucune nation ne pourrait exister.

J. PRESLY

" UN SOLDAT COUTE MOINS CHER QU'UN CHOMEUR ET
REND PLUS DE SERVICES."

HITLER

MAJORITÉ

et

MINORITÉ

Une majorité peut-elle prétendre être l'expression d'une organisation; ses décisions ont-elles la valeur de décisions organisationnelles; comment la minorité est-elle traitée dans son expression, sa conduite, son existence même au sein de cette organisation ?

Toutes ces questions ont au premier abord un intérêt secondaire, mais sont en réalité d'une importance considérable quand on veut vivre dans une organisation et quand on veut que celle-ci vive. Et on ne peut pas "laisser faire, on verra ça au cours de l'expérience, chaque cas est un cas d'espèce, avec de la bonne volonté..." Car souvent l'expérience est très convaincante - mais quand on s'en aperçoit il est trop tard pour changer quelque chose, et il faut ou tout accepter ou tout lâcher. Il faut, dès les premiers pas communs, élaborer une ligne de conduite théorique et pratique acceptée par tous, et dans ce contexte, la question minorité / ma-

majorité peut influencer la marche dans l'un ou l'autre sens.

Pour nous, le fonctionnement d'une organisation fédéraliste est incompatible avec le maintien du principe de majorité. Il existe une vraie majorité, celle de l'unanimité, librement conçue, librement acceptée. Toute autre majorité, au 2/3, absolue ou simple, avec toutes sortes d'arrangements - est une majorité seulement pour ceux qui l'ont acceptée ; pour les autres, elle ne peut avoir de valeur, ni être une obligation.

Chaque fois que l'on veut imposer, pour une raison ou une autre, on arrive à une unité artificielle, fragile, instable. Bien sûr, on trouve et on trouvera toujours dans chaque cas "des conditions exceptionnelles, des nécessités historiques" ; mais quel moment n'est pas historique dans la marche de l'humanité vers son bonheur ? et il n'est pas difficile pour ceux qui ont besoin de cette majorité, de discourir sur les conditions exceptionnelles.

Mais ... sans majorité on ne peut prendre de décision, et sans décisions une organisation ne sert à rien, c'est la pagaille . C'est l'objection majeure adressée aux libertaires par les amateurs d'autorité, et aussi, il faut le dire, par certains libertaires. L'expérience n'est pas en accord avec ce raisonnement. Non seulement il existe des organisations construites sur cette base, mais il existe des cas où, sans compter les voix, la majorité était réelle : le 19 juillet 1936, les journées de Mai 1937 à Barcelone ; mais la majorité n'existait pas lorsque les anarchistes étaient

"obligés" de collaborer avec le gouvernement, et c' est alors que nos alliés ont commencé à s'indigner de l'existence d'une opposition et d'une minorité et à faire des reproches sur la faiblesse et le manque de discipline des anarchistes. C'est cependant l'existence de cette minorité qui a sauvé l'honneur de tout le mouvement, y compris ceux qui avaient accepté le compromis.

Le principe de la majorité vient de la pratique de la lutte politique, du suffrage universel, du parlementarisme. Là, il est nécessaire, plus, il est l'unique facteur indispensable à la bonne marche du système. La lutte pour la majorité n'a jamais été et ne pourra jamais être franche et honnête. Pour gagner des voix, personne ne dévoile son vrai visage, les mécanismes de son jeu ni les vrais buts qu'il poursuit. Les appels les plus révolutionnaires ne sont que de simples propositions, vagues et susceptibles de rallier un vaste spectre d'individus ; les sermons les plus solennels ne sont que les cris des démagogues qui essaient de toucher les sentiments bas de la foule, soit égoïste, soit faussement humanitaire. Cette vaste mascarade des beaux parleurs est bien orchestrée dans les coulisses par les jeux d'intimidation, de menaces économiques et autres, ainsi que des promesses et des avantages. Dans les régimes autoritaires, ces mêmes coulisses sont encore plus transparentes, et les vrais acteurs de la majorité (la police officielle et politique, l'oppression directe ou indirecte) sont sur les planches, brandissant leurs "arguments" ; ils ne se gênent même pas pour

faire quelques petites démonstrations contre les réticents pour donner des exemples aux autres, et pour arriver à la majorité idéale...99,99 %. Mais ce danger existe même dans les organisations non-autoritaires, démocratiques, voire même libertaires, quand on accepte le principe de la majorité et de la lutte pour la majorité. On a vu des congrès dits libertaires préparés dans les coulisses, avec des rôles et des discours distribués à l'avance, avec une propagande appropriée à chaque délégué même ; et on a aussi vu les résultats. Ce phénomène "à la Fontenis" ne doit pas se reproduire.

Mais on trouvera toujours des individus non convaincus, réticents, même pour des raisons strictement personnelles ; vous savez quel rôle non avoué jouent les relations personnelles ; même dans les organisations strictement politiques, économiques et idéologiques. On ne peut demander à tout le monde d'avoir de la sympathie pour tout le monde. On arrivera alors aux obstructions absurdes, non motivées, qui peuvent paralyser et bloquer l'organisation justement quand elle doit agir le plus vite - et alors, que faire ? Ça peut arriver.

Mais cette explication repose sur deux erreurs : celle de la conception d'une organisation spécifique et homogène, et celle de la morale anarchiste.

quand les membres d'une organisation sont liés entre eux non seulement par des liens personnels plus ou moins en sympathie, mais aussi et avant tout par un certain nombre de principes idéologiques et tactiques suffisamment grand pour qu'

on puisse dire que cette organisation est homogène - les risques de divergences importantes sont alors très minimes. C'est une des raisons pour laquelle nous tenons aux conceptions et à la pratique d'un "groupe anarchiste spécifique", et que nous refusons de nous diluer ou de nous faire diluer dans la quantité. Si on accepte l'autre pratique "venez, tous ceux qui sont pour la liberté", ou "contre l'Etat" ou même "pour l'anarchisme en général" - dès le lendemain, sur n'importe quelle question, les accrochages seront inévitables. Cet aspect hétérogène a une autre conséquence : l'existence de groupe "d'initiés" (même de plusieurs groupes à la fois) le plus souvent secrets ou semi secrets ; et chacun d'eux se propose de mener le jeu, avec la bonne conscience de "conduire les autres dans la bonne voie"... ce qui dégènera vite en luttes internes, en OPB, en dirigeants et masse. Il existe ainsi non seulement une majorité et une minorité mais plusieurs cercles concentriques, gravitant le plus souvent autour d'une "forte tête" (qui dispense les autres de penser), se méfiant les uns des autres, chacun faisant son petit travail à l'ombre ou au petit jour, tachant d'attirer les autres vers son groupe, et le tout bien couvert par une apparence heureuse d'unité. C'est une atmosphère malsaine qui ne peut éduquer ni construire des individus droits et honnêtes. C'est un "gouffre du parlementarisme" en miniature.

Mais il ne faut tout de même pas idéaliser, malgré l'homogénéité des vues, des différences et des discussions peuvent se produire. Les idées elles-mêmes ne sont pas figées et peuvent évoluer. Si les divergences sont alors

d'un ordre théorique important, il sera mieux pour l'organisation qu'elle éclate et qu'il existe deux ou plusieurs nouvelles organisations plus ou moins homogènes, que de garder une organisation hétérogène. C'est inévitable, et si l'on cherche à empêcher cette évolution, c'est alors qu'on risque de tout bloquer et paralyser, en cherchant des compromis anodins qui empêcheront l'éclatement et empêcheront aussi toute action dans l'un ou l'autre sens.

L'autre facteur mentionné plus haut - la morale anarchiste - s'il est bien compris et bien appliqué dans la vie, aidera beaucoup à l'aplanissement des petits conflits, et aussi quand peut produire l'éclatement de l'organisation - en acceptant une opinion qui n'est pas identique à la nôtre, sans la considérer comme celle d'un ennemi, ni déclencher une lutte contre lui. A condition, bien sûr, qu'il ne s'agissent pas d'une opinion complètement sortie du concept de l'anarchisme. Dans l'histoire de l'anarchisme il existe seulement quelques cas particuliers de cette sorte, et cette dernière possibilité peut pratiquement être éliminée.

Le rôle d'un bulletin intérieur dans une organisation anarchiste où l'on peut discuter ouvertement de toutes les questions intéressant l'organisation, y compris les différents points de vue, est considérable.

Il existe aussi un dernier facteur lié à l'organisation : les camarades qui entrent dans cette organisation doivent accepter librement sa nécessité et son rôle. C'est l'évidence même.

Celui qui n'a pas dépassé un stade individuel strict, qui ne peut pas imaginer d'autres structures sociales que celles des individus isolés et dispersés, fera mieux de rester isolé, d'aider les autres quand il le veut, mais de ne pas encombrer la vie de l'organisation par ses pratiques individualistes et intransigeantes. Pour cette catégorie de camarades, souvent d'ailleurs très bons camarades, il faut trouver une autre nomenclature et les accepter tels qu'ils sont.

Une organisation vraiment démocratique se reconnaît d'après sa conduite envers sa propre opposition. C'est encore plus valable pour une organisation libertaire qui prétend préparer la société de demain. Chaque fois qu'une majorité discute et applique les limites imaginées par la majorité elle-même dans lesquelles l'opposition doit exercer son activité, on peut en trouver deux causes : ou l'admission des membres était très large, ou il existe, dans cette même organisation, des individus qui veulent jouer le rôle de dirigeants. Ces deux possibilités ne s'excluent pas l'une l'autre : tel ou tel membre qui veut s'emparer de l'organisation y fera rentrer de nouveaux membres pour augmenter les chances de sa propre majorité.

En dehors de nos organisations, peut-on exiger et pratiquer le refus de la majorité ? C'est plus difficile, les conditions ne sont pas les mêmes, le but est avant tout de faire progresser nos idées sans les trahir. Mais ici aussi, il faut veiller à ce que la majorité même triomphante n'écrase pas l'esprit de la minorité, non seulement parce que nous risquons de nous trouver un jour dans cette position (les mou-

vements révolutionnaires sont le plus souvent minoritaires), mais aussi par esprit anti-autoritaire et de tolérance. Chaque fois qu'un dirigeant ou une équipe de dirigeants commence à prétendre être le maître absolu, ils finiront par se dévorer eux-mêmes et arriveront à une dictature camouflée ou ouverte. Le premier signe d'un futur "chef d'Etat" ou "chef du peuple" est sa haine contre ses propres camarades qui ne l'acceptent pas dans ce rôle. Ensuite, son appétit d'autorité ne s'arrête pas, au contraire ses limites deviennent de plus en plus vastes, illimitées.

Chaque organisation, qu'elle qu'elle soit, est un compromis entre un individu et les autres devant les impératifs de la vie sociale. C'est-à-dire que chaque individu doit inévitablement renoncer à certaines tendances et certaines habitudes inadmissibles et nuisibles dans la société. Et par conséquent, dans chaque organisation, il existe le risque que les sacrifices demandés aux individus au nom de la société dépassent les nécessités de la société elle-même et deviennent l'objet d'une abstraction comme l'Etat, la bureaucratie, le chef, les nécessités historiques ; etc... Une barrière à ce danger est la possibilité pour l'individu de ne pas accepter certains faits ou certaines tendances qu'il juge inadéquates et inutiles pour la société, c'est la possibilité d'être en opposition, c.a.d. en minorité. Il existe aussi d'autres barrières : l'organisation fédéraliste elle-même, l'élection directe et limitée des responsables, la participation réelle des simples membres de l'organisation, le caractère économique et non politique de la lutte, etc ...

En résumé,

- le principe de la majorité ne peut avoir de valeur décisive dans une organisation anarchiste.
- les votes de congrès et des réunions marquent seulement le nombre de propositions et le nombre de camarades pour chacune d'elles, mais sans en imposer aucune.
- la seule majorité est l'unanimité librement acceptée.
- si cette unanimité n'est pas réalisée, chaque proposition a le droit d'exister et d'agir.
- la minorité ainsi que la majorité ont les mêmes droits et les mêmes possibilités de travail et d'action.
- l'organisation anarchiste spécifique est basée sur l'identification des principes et des tactiques. Si cette identification manque, il doit exister plusieurs groupes plus ou moins homogènes, mais point du tout hostiles les uns aux autres.

MIT

L' ECONOMIE ALGERIENNE EST-ELLE VIABLE ?

"L'Algérie n'est pas viable en cas de retrait des troupes françaises : son agriculture est minée par des abus de toutes sortes et elle a sept millions d'habitants en trop qui, si injuste que soit leur sort n'en vivent pas moins aux crochets de la métropole. Il n'y a pas de dignité possible pour un peuple réduit par son expansion démographique à une sorte de mendicité armée".

Ces lignes adressées par A P. à Noir & Rouge qui les publia dans son courrier du N°9 ont au moins la franchise d'exprimer une opinion fréquente jusque dans certains milieux anarchistes. Mis à part que cette opinion concourt au maintien de l'impérialisme français, elle repose sur une appréciation des faits qu'il convient de réexaminer.

L'ALGERIE PAYS PAUVRE ?

L'Algérie est logée à le même enseigne que tous les pays méditerranéens ni plus ni moins. Les ressources physiques du Maghreb sont comparables à celles des autres péninsules : ibérique, italique, balkanique ou anatolienne. Les conditions de climat de relief et de sol sont semblables:

- Climat à tendance aride : étés secs, faibles pluies de printemps
- Relief surtout montagneux avec de petites plaines côtières et des plateaux intérieurs.
- Sols montagneux ou médiocres : pauvres en humus, nus, délavés, décalcifiés ou à croutes.

Ce milieu est précisément celui qui vit éclore les civilisations antiques fondées sur le blé, la vigne, l'olivier et l'élevage. Depuis, on a trouvé, de la Flandre à l'Ukraine et du Mississipi à l'Australie de bien meilleures terres pour les céréales ou l'élevage. Mais pour l'arboriculture et l'horticulture, la production de fruits et de légumes, les pays méditerranéens demeurent les plus favorisés. Avec un minimum d'irrigation il n'est pas de plus beaux jardins et vergers. Si la Californie est devenue l'une des plus riches contrées du monde, elle le doit à une utilisation méthodique de conditions analogues. D'ores et déjà l'Algérie comme le reste du Maghreb dispose d'un

incomparable clavier de cultures fruitières (vignes, abricotiers, figuiers, amandiers, oliviers, agrumes, dattiers) ou maraichères (légumes primeurs ou tardifs). Et suivant les régions l'on trouve des terres propices aux céréales les plus diverses (orge, blé, maïs ou riz). S'il est évident que cette céréaliculture ne peut suffire que de façon partielle à la population, du moins l'excédent de fruits et légumes peut fournir une base appréciée d'échanges avec l'Europe.

Les RESSOURCES MINIERES...

sont importantes en Algérie même (Fer de très bonne teneur de l'Ouenza et Benisaf, phosphates, plomb, Zinc, antimoine...). Si l'on considère le Maroc et la Tunisie dont la séparation toute provisoire n'est due qu'à l'impérialisme, le Maghreb occupe une place de premier plan comme fournisseur de matières rares. Outre les minéraux ci-dessus, il détient des réserves des minerais les plus indispensables à la métallurgie moderne (manganèse, Cobalt, molybdène, vanadium...)

Les RESSOURCES ENERGETIQUES...

quant à elles, bien que les conditions climatiques soient peu propices à l'hydroélectricité, ne manquent pas.

- La houille abondante des confins algéro-marocains n'a jusqu'à ce jour intéressé personne car, loin de la mer, son exploitation massive impliquerait l'industrialisation du pays.

- Le pétrole récemment découvert dans le

Nord du Sahara intéresse par contre beaucoup plus les grands rapaces internationaux. Mais il pourrait être un atout du développement du Maghreb encore plus important que le gaz et le pétrole l'ont été pour l'Italie.

L'ALGERIE SOUS-DEVELOPPEE PAR LA VOLONTE DU

PLUS FORT.

L'Algérie a donc les bases d'une économie variée, cependant elle n'a pas d'industrie, son agriculture est mal orientée, et le chômage est massif. L'Algérie régie par le "pacte colonial" a, en effet, été réduite au rôle de fournisseur de matières premières agricoles ou minières. Le développement économique y fut restreint le plus possible : voies ferrées pour conduire les produits jusqu'à la mer et ports pour les embarquer. Pas d'industries, à part les transformations élémentaires (minoteries, huileries, savonneries, cimenteries). Pas la moindre métallurgie. Le minerai de fer sera traité en Angleterre. Quant au charbon il revient dans les ports moins cher livré des U.S.A. qu'amené du Sud, tant les chemins de fer sont vétustes. Le régime de l'union douanière et du monopole de pavillon français fait de l'Algérie un débouché réservé à l'industrie française et anihile tout espoir d'industrialisation.

L'ALGERIE COLONISEE

Le régime colonial donne-t-il un plus grand essor à l'agriculture ?

A côté des 9 millions de berbéro-arabes vivent 915.000 européens et 130.000 juifs (assimilés administrativement aux européens). Plus du quart des européens vit à ALGER et à peu près autant à ORAN plus CONSTANTINE. La grande majorité des européens est citadine employée dans tous les services d'administration, de répression, de communications et transports (fonctionnaires, gendarmes, postiers, cheminots, dockers) dans les meilleurs postes de l'industrie. C'est une population accaparant surtout le secteur "tertiaire". Alors que 80 % des européens vivent en ville, plus de 80 % des arabo-berbères vivent à la campagne. Les colons bien que constituant une toute petite minorité (25.000 exploitants à côté de 532.000 exploitants autochtones) détenaient 31,2% de la surface cultivable, 37,9 % de la surface effectivement cultivée avec (en 1953) plus de 65 % du total brut de la production agricole algérienne (92 Milliard de francs contre 48 milliards aux algériens).

La moyenne des exploitations européennes s'accroissait régulièrement tandis que leur nombre diminuait :

en 1929	26:153	Exploi.	avec	89,6	ha	en	moyenne
en 1940	25.000	"	"	108,8	"	"	"
en 1951	21.650	"	"	124,8	"	"	"

La simple comparaison des deux chiffres de 1951 montrant que les propriétés des colons sont en moyenne près de 10 fois plus grandes que celles des algériens, ruine la légende des "petits colons et du gros caïd indigène".

En 1940 80 % des terres européennes, 2.165.000 ha, appartenait à moins de 6.000 propriétaires. 5.600 gros musulmans propriétaires de plus de 100 ha détenaient 20 % des terres des musulmans (1.582.000 ha)

Par contre 73,4 % des musulmans détenait 24 % des terres musulmanes, réparties en en exploitations de moins de 10 Ha, ils n'avaient en moyenne que 4,7 Ha, alors que 20 Ha sont reconnus comme nécessaires pour faire vivre une famille (10 Ha en culture et 10 ha en jachère de pâture bisannuelle).

La main-mise des colons sur les meilleures terres algériennes s'est accomplie depuis la conquête par la confiscation juridique progressive de catégories toujours nouvelles: domaine du souverain, domaine public, domaine des chefs, des familles, ou tribus rebelles, "terres dont les occupants ne peuvent justifier propriété par un titre ou des travaux permanents (maison...)" Tout l'effort de la législation porta à "franciser" le régime de propriété, c'est-à-dire, à rendre cessibles, donc acquérables par les colons, les terres qui ne l'étaient pas : terres collectives des tribus (biens Arch), biens de main morte légués théoriquement aux fondations pieuses (biens Mabou). Chaque mesure de recensement des terres servant en outre de prétexte à différents "déplacements" des tribus et répartition en lots familiaux inutilisables.

La vente par lots de colonisation fut un échec. La plupart des petits colons sans moyens, moyens ni expérience, revendaient leurs lots aux grosses sociétés ...quand ils ne mourraient pas sur place.

Des ouvriers de 1848, un sur 6 mourrut dans l'année d' "installation", le tiers resta en France, la moitié des survivants continua.

Des opposants au 2 Décembre 1851, "fixés" dans la Mitidja, un sur cinq mourut dans l'année.

Moins d'un tiers des alsaciens-lorrains 1871 conservait des concessions en 1899.

Les terres prises aux indigènes sont rapidement tombées dans les mains de gros colons (Borgeaud : 1.990 Ha en 3 propriétés dans la Mitidja, plus des intérêts ailleurs...) et de Sociétés capitalistes (Cie Genevoise 15.000 Ha dans la région de Sétif - Cie Algérienne 60.000 Ha ...)

La colonisation en Algérie n'a pas amené la transformation de l'économie agricole traditionnelle mais la juxtaposition de deux agricultures étrangères l'une à l'autre. L'une de type pré-capitaliste inchangée depuis l'antiquité, correspondant à une structure tribale et familiale et ayant pour but de faire vivre. L'autre de type capitaliste très évolué, dépendant du crédit comme du marché et ayant pour but de rapporter des bénéfices.

Cette agriculture capitaliste s'est développée à côté de l'agriculture de subsistance et à ses dépens, sans autre relation que le travail salarié des indigènes chez les colons.

et surtout, sans valeur d'enseignement agronomique, car les colons, disposant de l'aide de gros capitaux bénéficiaient seuls d'une législation agraire, d'équipement, de transports, d'une recherche scientifique, d'une organisation du marché à leur avantage. Les indigènes avec peu de terres, sans moyens financiers pour acheter du matériel et sans éducation (80 % d'illétrés) ne pouvaient "imiter" les européens.

Les colons, à coups d'investissements, se lancèrent dans les cultures riches, à haut rendement et à caractère spéculatif, destinées à l'exportation, sans tenir aucun compte des besoins du pays.

L'Agriculture algérienne s'apparente ainsi plus à celle des pays coloniaux de plantation à minorité européenne (Afrique du Sud; Rhodésie, Kenya...) qu'à celle des régions pionnières d'Amérique par exemple, où sont pourtant employées les mêmes méthodes modernes (irrigation, dry-farming...) mais par un peuplement homogène.

LE SCANDALE DES CULTURES SPECULATIVES

Le scandale d'une viticulture tentaculaire, exclusive en des régions entières (grandes et petites propriétés) dans un pays où la coutume proscrit les boissons alcoolisées a été souvent dénoncé.

Malgré cela l'Algérie est devenue le

troisième producteur de vin du monde et la vigne fournit 40 à 45 % des exportations algériennes. Or, ce vin, non seulement n'est pas utile aux algériens mais il est utile à personne !

Car il est intégralement exporté en France.

La France, de loin premier producteur de vin (30 % de la production mondiale - Italie 20 % - autres pays : moins de 10 % chacun), n'est pas le premier exportateur, à peine 5 % des exportations mondiales - Le Portugal - l'Espagne - l'Italie - la Tunisie même exportent plus : environ 7 % chacun. Mais elle est - oh ! paradoxe - de très loin, elle aussi LE PREMIER IMPORTATEUR - (70 % des importations mondiales).

L'explication est simple : l'Algérie est - de très loin elle aussi - le premier exportateur (67 % des exportations) et seule la France achète son vin.

Ainsi, un pays comme la France, où la surproduction de vin est notoirement endémique, incapable d'exporter, draine vers lui plus des 2/3 du trafic mondial du vin.

Le système colonial permet aux viticulteurs d'Algérie d'imbiber à bon compte la population française d'un alcool sans débouché sur le marché mondial.

De nombreux autres scandales sont dus aux spéculations capitalistes. L'Algérie qui, avant la colonisation française, exportait des grains et des peaux, exporte encore des céréales bien que sa population qui a quadruplé soit sous-alimentée. Et où vont ces exportations ? En France, bien entendu, où la surproduction de blé est menaçante. Il n'est pas jusqu'aux betteraves sucrières dont les colons aient entrepris la culture alors qu'en France elles sont un fléau dont on ne sait plus que faire. Qu'importe !

VIN, BLE, Betteraves seront achetés par l'Etat aux frais des travailleurs français et distillés pendant que les algériens meurent de faim devant leurs champs accaparés.

L'ALGERIE SURPEUPLEE ?

Avec un taux d'accroissement de 2 % (accroissement annuel de 200.000 habitants pour une population de 10 millions) l'Algérie a une démographie des plus expansives du monde ACTUEL et qui l'amènerait à double population tous les 40 ans.

Reste à savoir si cette progression ne serait pas enrayée en Algérie comme elle le fut en d'autres pays par l'industrialisation, l'élévation du niveau de vie ou l'émigration. Car les pays européens ont connu eux aussi un rythme comparable de progression. L'Angleterre d'abord puis les pays scandinaves, germaniques, slaves et méditerranéens ont eu à faire face à ce problème.

Certes 300.000 à 400.000 algériens cherchent actuellement en France un travail qu'on leur refuse chez eux. La proportion est à tout prendre moindre que celle des Italiens par exemple, dont 19 millions (soit les 2/5 de la population actuelle) ont dû quitter définitivement leur pays depuis 80 ans. Aux dépens de quelle métropole l'Italie vit-elle aux crochets : Les Etats-Unis, la France, l'Argentine ou la Suisse, pays où l'on trouve le plus d'Italiens. Quels sont donc les peuples qui peuvent donner aux algériens une leçon de dignité ? Ceux qui ont trouvé le monde ouvert à leur expansion pacifique ou ceux qui ont bénéficié de la conquête militaire ? Ceux qui ont disposé d'une industrialisation qui fut refusée à l'Algérie ?

Quand on dépouille des paysans de leurs terres et qu'on ne veut en faire des ouvriers d'industrie, il n'y a pas à s'étonner s'ils prennent les armes.

Quand un minimum d'hygiène permet aux enfants de moins mourir en bas âge, il faut qu'ils aient l'espoir de trouver un moyen de vivre, sinon il est normal qu'ils veuillent conquérir le travail et la dignité.

ELEMENTS D'UNE SOLUTION

A vrai dire le problème algérien est mal posé.

D'abord parce que l'Algérie n'existe pas : il y a un pays, le Maghreb, dont l'impérialisme a fait trois morceaux : Maroc, Algérie, Tunisie, au sort politique différent, mais sans en effacer la similitude des caractères physiques et humains. Ensuite ses problèmes (grosses propriétés, chômage massif et sous-développement) le Maghreb les partage avec l'ensemble des pays de la Méditerranée, avec le midi italien comme avec l'Espagne, la Grèce ou les Balkans.

Les remèdes sont clairs :

- Rénovation de l'agriculture : suppression des grandes propriétés - modernisation - spécialisation des cultures maraîchères et fruitières
- Industrialisation grâce surtout aux sources nouvelles d'énergie (pétrole, gaz, énergie atomique) et transformation sur place des nombreux minerais.

Reste le choix des modalités

Les grandes propriétés feront-elles place à une foule de petits propriétaires (comme dans la réforme des latifundia italiennes) ou seront-elles collectivisées ?

La collectivisation s'opèrera-t-elle au profit des paysans (comme pendant la Révolution d'Espagne) ou d'une classe de bureaucrates (comme dans les régimes "marxistes) ?

De même l'industrialisation sera-t-elle menée au profit de dirigeants étatiques ou du peuple ?

L'Avenir répondra mais il dépend en partie de nous que ces réponses soient réellement socialistes.

PAUL ROLLAND

EST - CE UN « ABUS » ?

La Loi Warnier, promulguée en 1869, eut le temps - avant que l'on suspendit son application en 1890 - d'assimiler, d'intégrer pas mal de terres indigènes.

Auparavant la terre, propriété indivise des tribus ne pouvait être cédée. Le Code Napoléon ne conçoit pas cela; Chaque chose, selon lui, doit avoir de préférence un seul propriétaire qui puisse en disposer. "Nul n'est tenu de rester dans l'indivision" édicte-t-il. C'est-à-dire que l'indivision n'est tolérée que tant que chacun le veut. Chacun peut à tout moment exiger le partage total qui liquide l'indivision. Voilà ce que l'application d'une telle règle a pu donner en Algérie.

Près de Mostaganem une tribu de 513 Indigènes vivait de temps immémoriaux sur 292 Hectares.

L'auxiliaire d'un avocat achète pour 20 Francs (Francs Or valant environ 360 Francs Gaillard) les droits d'un co-propriétaire. Aussitôt il demande le partage total des terres.

Ce partage est effectué par le cabinet de l'avocat.. Coût : 11 000 Francs de frais à payer par la tribu. Les terres doivent être mises en vente pour couvrir ces frais.

La totalité des terres est vendue pour 80 Francs. C'est un des clercs de l'avocat qui s'est porté acquéreur.

Résultat : sans avoir rien compris à l'opération les autochtones ont perdu toutes leurs terres et en plus doivent payer des frais (7 Francs par hectare et par "vendeur").

Est-ce un "abus" ou la manifestation d'un vaste système de vol qui fait passer la terre aux mains des "civilisés". Système que l'on retrouve avec de nombreuses variantes, à l'origine de tous les établissements de colons en milieu humain plus ancien : colons russes au Caucase et en Asie Centrale, colons juifs en Palestine, etc...etc ...

SUR LA DEMOCRATIE (ARCHINOV)

Cette plateforme a été présentée
au Congrès de Bourg la Reine en 1927.

Le texte que nous avons n'est qu'
une partie de la dite plateforme, nous
pensons néanmoins qu'il est utile de
la représenter à l'ensemble des cama-
rades.

NEGATION DE LA DEMOCRATIE

La démocratie est une des formes de la
Société Capitaliste et bourgeoise. La base
de la démocratie est le maintien de deux
classes antagonistes de la Société Moderne:
celle du Travail et celle du Capital et leur
collaboration, sur la base de la Propriété
privée Capitaliste.

L'expression de cette collaboration est le Parlement et le Gouvernement national représentatif. Formellement la démocratie proclame la Liberté de la Parole et de la Presse, la liberté d'association ainsi que l'Egalité de tous les citoyens devant la Loi. En réalité toutes ces libertés ont un caractère assez relatif.

Elles sont tolérées jusqu'à ce, et pour autant, qu'elles ne viennent pas contrecarrer les intérêts de la classe dominante, c'est-à-dire de la bourgeoisie.

La démocratie maintient intact le principe de la propriété capitaliste privée. En même temps elle laisse à la bourgeoisie le droit de tenir entre ses mains toute l'Economie du Pays, toute la Presse, l'instruction, la science, l'art, tout ce qui en fait rend la bourgeoisie Maître Absolu des pays. Ayant le monopole dans le domaine de la vie économique, la bourgeoisie peut également établir son pouvoir illimité dans le domaine politique. En effet le parlement et gouvernement représentatif ne sont en régime démocratique que les organes exécutifs de la bourgeoisie. En conséquence, la démocratie n'est qu'un aspect de la dictature bourgeoise masqué par les fausses formules de liberté politique et par là, la futile garantie démocratique.

LA NEGATION DE L'ETAT ET DU POUVOIR

Les idéologues de la bourgeoisie définissent l'Etat comme organe régulateur des rapports compliqués politiques sociaux entre les hommes, au sein de la société moderne et comme le tuteur de l'Ordre et des lois dans celle-ci. Les anarchistes sont parfaitement d'accord avec cette définition mais ils la complètent en affirmant qu'à la base de cet ordre et de ces lois se trouve l'assujettissement d'une large majorité du peuple par une minorité infime et que l'Etat sert précisément à maintenir cet esclavage. L'Etat est en même temps la violence organisée par la bourgeoisie contre les travailleurs et le système de ses organes exécutifs.

Les socialistes de gauche, et en particulier les bolcheviques, considèrent eux aussi le Pouvoir et l'Etat bourgeois comme les serviteurs du Capital. Mais ils pensent que le Pouvoir et l'Etat peuvent devenir, une fois entre les mains des socialistes, un moyen puissant dans la lutte pour l'émancipation du Prolétariat. Pour cette raison ces partis soutiennent un pouvoir socialiste et un état ouvrier. Les uns veulent la conquête du pouvoir par les moyens pacifiques, parlementaires (les sociaux-démocrates) ; les autres par les moyens révolutionnaires (bolcheviques et les socialistes révolutionnaires de gauche).

L'Anarchisme considère les deux thèses comme profondément erronées et profondément néfas-

tes pour l'Oeuvre d'Emancipation du Travail.

Le Pouvoir est toujours destiné à la spoliation et à l'assujettissement des masses populaires. Il surgit de cette spoliation et il est créé pour la permettre. Le Pouvoir sans la violence et sans l'exploitation perd toute raison d'être.

L'Etat et le Pouvoir enlèvent l'initiative aux masses, tuent l'esprit d'action autonome, l'esprit d'activité, cultivent dans les masses la psychologie servile de soumission, d'attentisme, d'espoir dans les autorités. Hors, l'émancipation des travailleurs n'est possible autrement qu'au cours d'une lutte révolutionnaire directe de larges masses travailleuses et de leurs organisations de classe contre le système capitaliste.

La conquête du pouvoir par les partis sociaux-démocrates, par les moyens parlementaires dans le cadre de l'ordre actuel, ne fera pas avancer d'un seul pas l'oeuvre d'émancipation, pour la simple raison que la puissance réelle, et de ce fait le pouvoir réel, resteront dans la poigne de la bourgeoisie qui détient tous les leviers de l'économie et de la politique du pays. Le rôle du pouvoir socialiste se réduit, dans ce cas, aux réformes, à l'amélioration du régime bourgeois même. (par exemple Mac Donald, les partis sociaux démocrates d'Allemagne, de Suède, de Belgique, parvenus au pouvoir à l'intérieur de la Société Capitaliste).

La conquête du pouvoir par un bouleversement social et l'établissement d'un soi-disant "Etat ouvrier" ne peut pas plus servir la cause de la véritable émancipation du travail. L'Etat construit à l'origine pour la prétendue défense de la Révolution, finit inmanquablement par se laisser déborder par des nécessités spécifiques et congénitales, devient lui-même un but, un produit de peuples particuliers privilégiés, et restaure en conséquence le fondement du pouvoir et de l'état capitaliste: l'asservissement par la force, l'exploitation systématique des masses. (exemple : l'Etat "ouvrier et paysan" des bolcheviques.)

P. A R C H I N O V

Pour le groupe des Anarchistes
Russes en exil, le 20 juin 1926.

("Plateforme d'Organisation")

P.S. - Nous publierons dans un prochain numéro la réponse du groupe anarchiste russe dont Voline était secrétaire.

(I) Lire après "...privilégiés ...: sur lesquels il s'appuie, subordonne par la force, les masses à ses besoins et à ceux des groupes privilégiés (...)

REVUES

MARXISTES ET

MARXISME REVU

On accuse souvent les libertaires de "faire de l'antimarxisme" à tout prix. Il est bien vrai que si nous devons éviter de tomber dans l'excès, par une condamnation systématique, voire quasi mécanique des positions, thèses et écrits marxistes, nous sommes néanmoins dans l'obligation de souvent mentionner les très nette divergence entre thèses marxistes et libertaires. Ceci ne nous met que plus à l'aise pour présenter la "revue des revues" qui suit. Il s'agit de publications marxistes ou se réclamant du marxisme, et nous avons pensé qu'un tour d'horizon de celles-ci pouvait avoir son utilité, ne serait-ce que pour l'étude d'une libre confrontation de nos divergences mutuelles...

Le soudain foisonnement de revues marxistes ou préoccupées de marxisme, donnerait l'impression que le "dégel" se fait sentir jusqu'en France. Ce n'est encore qu'une illusion et la splendide façade de glace du P.C.F. reste intacte. Tout ce que l'on peut signaler de nouveau ou critique apparaît hors de lui. Encore cela provient-il d'individualités ou de courants séparés depuis longtemps du Stalinisme.

Les innombrables publications dirigées par le P.C. (La Nouvelle Critique, Europe, Démocratie Nouvelle, Economie et Politique, La Pensée, Horizons, Cahiers du Communisme, etc...etc ...) sont toujours empreintes du même conformisme stalinien. Seuls, les Cahiers Internationaux ont ils poussé l'audace jusqu'à donner la parole dans un débat sur le capitalisme contemporain à des économistes comme le polonais Lange et différents travail listes, et bourgeois.

En marge du Parti et sans "l'imprimatur" officiel de celui-ci, vient de paraître : VOIES NOUVELLES (Premier numéro Avril 58- 25 rue des Boulangers - Paris) où certains intellectuels du P.C.F. comme M. Lefebvre (auteur de la récente brochure critiquant vivement le stalinisme "Problèmes actuels du Socialisme", F. Jourdain, J.T. Desauti... essaient timidement d'appliquer de leur propre chef les directives du XX^o Congrès, au risque d'accélérer leur exclusion. Ceux qui ont pris le large depuis l'affaire de Hongrie (R. Vailland, C. Roy, C. Morgan, J.F. Rolland ...) semblent se vouer à la littérature. Quant aux feuilles internes de mili-

tants oppositionnels ("Tribune de discussion" - l'Étincelle -) elles se sont sabordées. Enfin les exclus de haute volée et de longue date comme Lecœur et Hervé se sont regroupés autour de "La Nation Socialiste" organe du "Communisme démocratique et national" qui les mène droit à la Sociale-démocratie.

Le parti socialiste témoigne d'un vide encore plus total. Aucun parti n'est si pauvre en recherches théoriques ou en pensée politique. Et comme le contact est rompu depuis longtemps encore avec les questions ouvrières, il n'y a strictement rien à glaner dans son domaine. En face de l'officielle "Revue Socialiste" vient de se dresser la "Tribune du Socialisme", rassemblant les anti-molletistes (Philipp...) en attendant que ces derniers comme tous les soi-disant "gauche" de la S.F.I.O. ne parviennent au pouvoir, forçant la droite actuelle à se reconstituer, à son tour, en opposition de gauche elle aussi.

"Correspondance Socialiste Internationale" de Marceau Pivert elle-même pouvait-elle faire encore illusion sur l'existence, dans de parti, d'une tendance visant à autre chose que le partage des porte-feuilles ministériels ?

Les "Questions Actuelles du Socialisme" (Bimestriel) publiées par l'Agence Yougoslave d'information traduisent le point de vue titeviste depuis le schisme.

Une plus grande variété de positions est offerte du côté trotskiste par l'éclatement en 4 groupes : le plus faible, le groupe Michèle Mestre avec "Le Communiste" (42, rue René Boulanger - PARIS) s'intitulant l'organe d'une Opposition Révolutionnaire du P.C.F. fait une apologie délirante du Krouchtchevisme. Deux autres groupes se réclament de l'appellation "Parti Communiste Internationaliste" et de la IV^o Internationale : le groupe FRANK, avec le journal bi-mensuel "La Vérité des Travailleurs" et la revue bimestrielle "IV^o Internationale" (64, rue de Richelieu - PARIS -), s'est déclaré aussi partisan de l'"entrisme" dans le P.C.F. Les analyses sociales souvent minutieuses et les critiques pertinentes du stalinisme convergent toujours par la défense de l'U.R.S.S. - Le groupe LAMBERT avec l'hebdomadaire "La Vérité" s'est prononcé pour un soutien du Mouvement National Algérien. Il collabore (de plus en plus étroitement, cela est visible) au journal "La Commune", tribune du Comité de LIAISON et d'ACTION pour la démocratie ouvrière (C.L.A.D.O.) où se retrouvent par ailleurs, des hommes d'autres courants socialistes et ouvriers comme l'anarchiste Hébert (182, quai L. Blériot - PARIS - 16^o - premier numéro paru fin 1956).

Le groupe trotskiste FAVRE-BLEIBTREU étant entré à la Nouvelle Gauche a donc participé à la fondation de l'U.G.S. Sans avoir obtenu le droit de

tendance dans ce nouveau parti, il publie la revue "Tribune du Marxisme" (bimestriel, 150 rue de l'Université - Paris). Différents autres marxistes de l'U.G.S. y participent.

L'expression officielle de l'U.G.S. étant "La Tribune du Peuple" et la revue bimestrielle "Perspectives socialistes" (1er Numéro paru en 1958), ce parti a reçu de nombreux marxistes.

Pour la plupart ex-trotskistes (CRAIPEAU MARTINET - DECHEZELLE- STIBBE - NAVILLE- D. GUERIN - Colette AUDRY, etc...) s'exprimant déjà dans de nombreuses autres revues, soit nettement marxisantes, soit générales et littéraires, aux côtés d'hommes, qui, avec eux, depuis des années ont essayé chacun dans son domaine, de faire du marxisme autre chose qu'une scholastique morte (J. DUVIGNAUD - R. BARTHES - TH. MUNZER - L. GOLDMANN etc...)

Au premier type de revue, appartiennent, outre TRIBUNE MARXISTE :

- ARGUMENTS (Bimestriel - 1er Numéro janvier 1957 - Editions de Minuit, 7 rue B^s. Palissy) qui a instauré une sorte de discussion entre ses rédacteurs, se portant la contradiction dans le même numéro.

- CERCLE OUVERT (Mensuel - 1er numéro fin 1956 - 5, Avenue du Président Wilson, directeur J. Nantet de l'U.G.S. en provenance de la Jeune République) chaque numéro est un simple compte-rendu d'une conférence-débat sur un sujet donné -

- LA NOUVELLE REFORME (Bimestriel, 1er numéro : décembre 1957 - 3, rue du Temple) sous la direction de l'ex-P.C.F. HERVE et du S.F.I.O. J. ROUS, veut incarner la même attitude vis à vis des Appareils Marxistes que Luther et sa réforme devant l'église.

Au deuxième appartiennent les deux productions de chez JULLIARD

- LES TEMPS MODERNES (J.P. Sartre) et LES LETTRES NOUVELLES (M. Nadeau) et quelques rares publications se mêlant des affaires de la Gauche comme :

- LA CIGUË (Bimensuel - 1er numéro en 1958)
Les traits communs de ces tentatives sont une volonté de réexaminer le marxisme, un parti pris de liberté dans la discussion et de communication avec les "dégels" étrangers (Pologne, Hongrie, Italie, etc...)

Notons qu'aucune ne semble aller aussi loin dans la critique que la revue dont nous avons déjà parlé :

- SOCIALISME ou BARBARIE (trimestriel - 42 rue Boulanger), organe depuis 1949, d'un groupe issu du trotskisme. Ses conclusions se rapprochent depuis longtemps de celles de l'Anarchisme (hostilité au parlementarisme, aux partis et états dits ouvriers, préconisation des conseils de travailleurs, de l'égalisation de salaires, de la gestion ouvrière et du res-

pect de la pluralité des tendances au cours de la Révolution. Ces prises de position semblent avoir passablement effrayé le reste du petit monde marxiste, et un complet silence s'y est longtemps observé autour de Socialisme ou Barbarie. ARGUMENTS (N°4), le premier a tenté une confrontation qui a mis en valeur un technobureaucratisme latent de la plupart des autres marxistes indépendants.

Ici il faudrait faire une place spéciale à Daniel GUERIN, l'auteur de livres devenus presque classiques : Fascisme et Grand Capital, Lutte de classe sous La Ière République, Où va le peuple Américain, Au service des colonisés. D. GUERIN (qui a adhéré à l'U.G.S.) non seulement tout en se réclamant du marxisme, prend des positions de fait libertaires, mais exprime ouvertement et en pleine connaissance de cause la nécessité de tenir compte de l'apport de l'anarchisme au mouvement ouvrier. Dans un article des TEMPS MODERNES (avril 57) "La Révolution déjacobinisée" GUERIN met en lumière les deux courants : autoritaire et libertaire qui s'opposent depuis I siècle et demi de révolutions. Rappelant l'Enragé VARLET (1794) "Pour tout être qui raisonne, gouvernement et révolution sont incompatibles" - BABEUF "Les gouvernants ne font des révolutions que pour toujours gouverner" et son disciple BUONAROTTI, il en appelle à PROUDHON et BAKOUNINE. Inutile de dire que la revue de J.P. SARTRE ne présente cet article qu'avec des pincettes.

Dans ARGUMENTS de décembre 1957, D. GUERIN s'en prend au Robespierisme des marxistes actuels auquel il oppose encore la tradition libertaire. Ce à quoi on lui répond en invoquant des exigences de la dictature. En conclusion du débat, ses adversaires (E. Merin) découvrent "la déformation du pouvoir, le complexe obsidional, le complexe policier ..." il reprend et amplifie ce débat sur "notre mère" la Révolution Française, dans le N° 2 de la NOUVELLE REFORME.

Dans le numéro suivant d'ARGUMENTS, D. GUERIN rendant compte des livres de COLINET (du Bolchevisme) et DJILAS (La nouvelle classe) regrette que ces auteurs ne citent pas l'anarchiste VOLINE (La Révolution Inconnue) et "les fortes pages (150-207) qu'il a consacrées, bien avant eux, à la prétention des bolcheviks à l'infailibilité".

Dans TRIBUNE MARXISTE (février 1958) D. GUERIN s'appuyant d'emblée sur VOLINE prône la révolution par en bas, étudie le problème du pouvoir à la lumière de PROUDHON et BAKOUNINE. Pour lui, et souligné par lui : "les enseignements des 40 dernières années nous démontrent de façon aussi éclatante que dramatique que malgré bien des conceptions qui apparaissent aujourd'hui désuètes et démenties par l'expérience (par exemple leur apolitisme) les libertaires sur l'ESSENTIEL avaient raison contre les autoritaires. Les seconds ont déversés des flots d'injures sur les premiers, traitant leur programme

de "ramassis d'idées d'outre-tombe", d'utopies réactionnaires, primées, décadentes. Mais il s'avère aujourd'hui comme le souligne avec force VOLINE (Page 218 -229) que c'est l'idée autoritaire qui, loin d'appartenir à l'avenir n'est autre qu'une sequelle du vieux monde bourgeois, usé, moribond et que s'il est une utopie c'est bien celle du soi-disant "communisme" d'état". Plus loin GUERIN remarque "la tentative de synthèse du socialiste belge CESAR de PAEPE, aujourd'hui trop oubliée, entre l'anarchisme et l'étatisme mériterait d'être exhumée".

Le moins que l'on puisse dire est que l'on n'était pas habitué à des procédés aussi courts de la part d'un marxiste. Cette attitude isolée n'était pourtant pas inattendue de la part d'un homme qui n'avait pas hésité à citer KROPOTKINE en tête de son ouvrage sur la Révolution Française. De la part d'un homme qui s'était, de même que le groupe SOCIALISME ou BARBARIE, retrouvé aux côtés de la F.C.L. en des moments où celle-ci tentait une expérience hasardeuse certes, mais qui pouvait paraître aux yeux de l'extérieur la continuation d'une politique libertaire.

Autour du marxisme se situent aussi :

- ACTUALITE de l'HISTOIRE - bulletin trimestriel d'un Institut Français d'Histoire Sociale créé vers 1950, dont le directeur est J. MAITRON (117 bis rue A. Sylvestre - COURBEVOIE - Seine). L'auteur de la très solide "Histoire du Mouvement Anarchiste en France". De sérieuses études sur les différents courants ouvriers ont déjà paru. La présence parmi la direction de cet organisme d'historiens bourgeois

sociaux démocrates ou staliniens du type le plus étroit (comme le professeur TERSEN) éveillerait seules certaines réserves.

- 6 LE CONTRAT SOCIAL (Bimestriel - 1er numéro en Mars 1957, 165 rue de l'Université) est l'organe d'un autre Institut d'Histoire Sociale dirigé par B. SOUVARINE. Ici se rencontrent d'autres historiens bourgeois avec d'ex-communistes professionnels devenus professionnels de l'anti communisme. Orienté sur et contre le Communisme c'est une tribune d'une marxologie à l'américaine où affluent les articles de provenance Anglo-Saxonne. A noter un ton venimeux à l'égard des anarchistes et la vieille explication selon laquelle le bolchevisme a trahi MARX parce que LENINE était en réalité un disciple de BAKOUNINE et NETCHAIEV (l'un n'étant rien sans l'autre)

o
o o o

En fin, citons pour terminer LA REVOLUTION PROLETARIENNE (mensuel, 14, rue de Tracy) où depuis des années nos camarades syndicalistes révolutionnaires actualisent leurs positions.

ROLAND

DANS NOTRE COURRIER

Nous avons reçu un certain nombre de lettres, dont plusieurs particulièrement intéressantes. Certaines de celles-ci, en plus de la critique de notre dernier n° (Electoralisme-Parlementarisme) reviennent également sur la question du nationalisme développée dans le n° double (7-8) de "Noir et Rouge".

Bien que toujours "serrés" pour le nombre de pages, nous avons pensé que la publication de ces passages contribuerait utilement à l'établissement du dialogue permanent si nécessaire aux anarchistes.

Du camarade R.F. (Stasbourg): (...). Tout compte fait, le principe du n° spécial est dangereux. On veut épuiser toute la question, et les différents articles deviennent forcément un peu hâtifs. Ça apparaît surtout dans les historiques. On est obligé de trop résumer, de trop généraliser. Le sujet de la plupart des articles mériterait à lui-seul tout un n° spécial ! D'accord pour le principe de l'alternance des textes "classiques" et d'études concrètes, sur des problèmes présents. Voici ce que je proposerais : une étude assez longue (la moitié de la revue) sur un sujet précis, important, et puis des articles divers.

Un détail : pour la correspondance, sans fai-

re un "culte de la personnalité" !, si un camarade qui a une certaine audience dans le milieu révolutionnaire vous écrit, il vaudrait mieux donner son nom ; ça permettrait au besoin de mieux situer ce qu'il dit, de mieux comprendre les positions et les différents points de vue. (...) Et puis, dans le fond, ça vous fait de la publicité. Vous êtes un peu trop crispés vis à vis des "classiques" et des "ténors". Il y a quand même des gens à qui une certaine expérience donne du poids. Ce qui n'enlève aucun droit à l'esprit critique. (...)

Du camarade B.K. (Maisons-Alfort) : (...) Tout d'abord, le nationalisme. La partie théorique est très copieuse. Bien que son utilité soit en grande partie contestable. Mais il est un aspect de la question qui en revanche est presque complètement escamoté, c'est le côté pratique et actuel, c'est-à-dire l'essentiel. Par exemple le nationalisme algérien et l'insurrection qu'il engendre aurait mérité à lui seul un article entier de "N. et R.". D'autre part certains textes me paraissent dénoter un antimarxiste, qui, je sais, est devenu une seconde nature chez certains anarchistes, qui sont moins difficiles à l'égard des Francs-maçons, des Social-démocrates et vont même jusqu'à trouver des raisons et des circonstances atténuantes aux ... staliniens. (...) Ce serait un antimarxisme bien regrettable, que celui qui expliquerait que l'on a omis de citer d'excellentes pages d'Engels sur la formation de l'Etat (les origines de la famille de la propriété privée et de l'Etat). Je préférerais que ce ne soit qu'un simple oubli. On peut publier un texte de Marx, complètement ignoré, un mauvais, très mauvais texte de Marx sur les mouvements nationalistes en Europe centrale au cours du siècle dernier. Ceci ne peut effacer le "Manifeste" et il n'en reste pas moins que "le Capital" est le meilleur manuel révolutionnaire d'économie politique. (...)

D'un camarade Algérien de Billancourt : (...) Ce n'est que très partiellement que j'ai lu le dernier n° de "N. et R." consacré aux élections.

Je pense que de tels problèmes (Electoralisme etc...) idéologiques, quoique importants, ne devraient pas prendre l'ensemble d'un numéro, un article de temps à autre suffirait. (...) Dans la rubrique du courrier je ne comprends pas comment un "camarade" (A.P. de Versailles) peut écrire de telles lettres avec : "l'Algérie n'est pas viable en cas de retrait des troupes françaises" etc... "... Il n'y a pas de dignité possible pour un peuple" ainsi de suite, Et lui, a-t-il de la dignité ? Il est sûrement perdu dans les milieux anarchistes et sa place est au côté des organisations fascistes qui tiennent les mêmes propos, à moins que ce "camarade" ignore le problème; dans ce cas il ferait bien de ne rien dire.

Je m'excuse de cet entrefilet mais, la lecture d'une telle lettre m'a dépassé.

Nous recevons d'un sympathisant du Maroc, cette lettre que nous publions à titre d'information.

(...) Tant qu'il s'agissait d'accorder aux Etats nord-africains sous tutelle française une autonomie relative, Rome n'y voyait que des avantages. Mais, aujourd'hui que nous sommes à la veille d'une solide et dynamique Fédération Maghrébino, avec laquelle il faudra compter en Méditerranée, il va s'efforcer -- par tous les moyens et ils sont ~~assez~~ nombreux qu'elle est dépourvue de scrupules -- de neutraliser cette tentative. Son intérêt consistait donc à faire l'union avec les colonialistes d'Alger et ceux -- encore hélas trop nombreux -- du Maroc et de Tunisie.

Le Conseiller de la Curie romaine pour les affaires musulmanes ; n'est autre que le sinistre Cardinal Eugène TISSERAND, Secrétaire de la Fédération des Eglises Orientales. Membre de l'Académie, des Inscriptions et Belles lettres. Elevé à

la dignité de Grand-Croix de la Légion d'honneur et intronisé dans cette distinction par son vieux "camarade" le citoyen Vincent Auriol quand il sévissait encore à l'Elysée.

Pendant la guerre 1939/1945, la somptueuse villa que le Cardinal possède à Rome (Via Po), fut un centre actif d'intrigues gaullistes, à telle enseigne que les Romains ne désignent jamais FISSERAND autrement que par le qualificatif de "Son Eminence de Gaulle". Dans cette tâche il fut activement aidé par le Monsignor français BOUQUIN (Administrateur des biens français en Italie, qui représentent plusieurs dizaines de milliards, et remarquable spécialiste pour transférer, en n'importe quel point du monde, toutes quantités de devises).

C'est FISSERAND qui, dès 1943, lança l'idée d'un vaste mouvement politique catholique devant comprimer l'Europe et la soumettre à la dictature cléricale. Il rédigea, avec Alcide de GASPERI (alors confortablement installé au Vatican) la charte des Partis : Démocrates-Chrétiens en Italie, en Allemagne et en Autriche, et M.R.P. en France.

Vers 1946, FISSERAND avait fait partir clandestinement de Rome le sinistre Jean MARQUES-RIVIERE, qui, actuellement, sous le pseudonyme de Dr. Juan ROGER, travaille en qualité de Conseiller au Ministère des Affaires Etrangères de Madrid. MARQUES-RIVIERE était bien connu avant la guerre, pour ses activités en faveur de toutes les ambassades étrangères ce qui devait lui permettre de se faire désigner en qualité de Chef de la Police antimaoïste de Vichy, et de fuir -- en juillet 1944 -- en Allemagne, dans les fourgons de son ami et collègue de la "Cagoule" DARNAND. C'est MARQUES-RIVIERE, qui -- dès son arrivée à Madrid -- mit sur pied, pour le compte de la "police phalango-franquiste" toute une organisa-

tion de mouchards destinée à détecter les "groupes clandestins de résistance antifranquiste" et plus spécialement ceux animés par nos camarades anarchistes'.

Du temps du Protectorat, MARQUES-RIVIERE effectuait de très nombreux voyages à Tétuan et à Tanger. Dans l'ancienne capitale de la zone internationale, il y rencontrait toute une clique de pseudo-antifranquistes... appartenant en réalité à un puissant réseau de Police phalangiste dirigé par un religieux franciscain, le P. LOPEZ (secrétaire de l'Evêque). Ses principaux agents provocateurs étaient -- ou sont encore -- Abriales Hernandez. (Chef du Personnel de l'Administration Internationale). Son gendre MEDINA (Capitaine en congé de la gendarmerie espagnole, chef du Personnel de la Régie des Eaux) SERRANO, MUNOZ, Commissaire de Police. BOUDERRE (français) animateur d'un réseau communiste clandestin (fondé par le Colonel colonialiste de gendarmerie ARFOUS, protégé de Marcel Paul, de Tillon et du colonel MANHES, Président de l'Association des F.T.P. et Collaborateur de l'"HUMANITE"). Il importe de souligner que le père LOPEZ étant -- jusqu'à l'indépendance du Royaume marocain -- le véritable dictateur de l'Administration tangeroise, des communistes, comme le gendarme BOUDERRE, n'hésitaient pas à lui lécher les sandales, pour avoir de l'avancement et à moucharder auprès de lui leurs propres complices.

Au cours de ces visites tangeroises, MARQUES rencontrait au domicile du policier GARRETTE (marié à une Allemande nazie farouche) toute la tourbe des "colonialistes" et des "anti-Arabs". Et, à son retour à Madrid, il s'empressait de rendre ses devoirs à la Nonciature Apostolique, afin de faire pression sur Franco, dans le but de destituer le Haut-Commissaire à Tétuan -- le Général GARCIA VALINO -- qui travaillait en faveur de l'indépendance marocaine.

MARQUES-RIVIERE fut au nombre des partisans de la toute récente politique francophile de FRANCO.

Car, son patron, TISSERAND, espère que la création -- ou plus exactement les tentatives de création -- d'un grand parti démocrate chrétien : I) En France par BIDAULT II°) en Espagne par l'ancien ministre des affaires étrangères ARIAJÓ, fortement appuyés sur celui de FANFANNY en Italie et d'ADENAUER en Allemagne, pourrait être la base d'un nouveau SAINT EMPIRE ROMAIN, qui, doté d'une puissante armée, serait susceptible de faire la "Reconquista de l'Afrique du Nord".

TISSERAND fait tout ce qu'il peut éviter l'inauguration de relations diplomatiques entre Rabat et Moscou, car un Nonce à Rabat et un Ambassadeur du Royaume marocain près du SAINT SIEGE le mettraient dans l'impossibilité de continuer à comploter contre les musulmans d'Afrique du Nord.

Bien que -- comme Lorrain -- il soit farouchement germanophobe, TISSERAND, dans son acrimonie contre l'Islam, tente de favoriser l'entrée de l'Espagne dans le "Marché Commun" (véritable instrument de la haute finance internationale colonialiste, contre l'économie africaine qu'ils veulent hypothéquer à leur profit exclusif), avec les appuis de l'Allemagne. Avant de quitter Madrid pour Rome, au début du mois de Juin, le Ministre de l'Economie ULLASTRES avait eu une longue conversation à la nonciature de Madrid, pour y recevoir des consignes et des introductions de TISSERAND auprès de hautes personnalités allemandes, notamment du Dr. ABS (Chevalier du St. Sépulcre et conseiller intime d'Adenauer). Aussi, ce n'est certainement pas par simple effet du hasard qu'une coalition germano-hispanique va --très prochainement-- édifier, avec le concours de fonds qui seraient fournis par la Banque Mondiale de Reconstruction, "une industrie de bombes atomiques" non seulement à Sobrom (sur les

rives de l'Elbe), mais, surtout à Rio Muni (Guinée espagnole). Destinées à l'armée espagnole, ces bombes ne serviront-elles pas un jour à préparer la revanche des colonialistes ? Que nos amis musulmans d'Afrique du Nord ouvrent l'œil ! (...)
